Triple A. Moody’s menace à son tour la France

15/02/2012 à 1h29

PARIS, France – Un mois après le coup de tonnerre de Standard and Poor’s (SP), la France est menacée de perdre une deuxième fois son «triple A», auprès de l’agence Moody’s, un nouveau coup dur pour le gouvernement à 70 jours de la présidentielle.

À moins de dix semaines de l’élection, Moody’s a sanctionné lundi soir la France avec huit autres pays de l’Union européenne susceptibles, selon l’agence d’évaluation financière, d’être affectés «par les risques financiers et macroéconomiques grandissants émanant de la crise de la zone euro».

La note AAA de la France, la meilleure possible, qui permet d’emprunter à moindre coût, reste donc intacte pour l’instant. Mais Moody’s a abaissé sa perspective de «stable» à «négative», signifiant qu’elle pourrait dégrader la note elle-même à moyen terme.

L’agence emboîterait alors le pas à Standard and Poor’s, qui a privé le pays de son AAA le 13 janvier.

À la veille de la déclaration de candidature du président de la République à sa succession pour la présidentielle des 22 avril et 6 mai pour laquelle le candidat socialiste François Hollande est largement favori dans les sondages, le gouvernement s’est efforcé de minimiser la nouvelle.

La nouvelle a au contraire été accueillie comme «un désaveu cinglant pour Nicolas Sarkozy» par Delphine Batho, une des porte-parole du candidat socialiste.

Dans son communiqué, Moody’s évoque les «incertitudes» pesant sur les réformes institutionnelles et le cadre budgétaire et

économique de la zone euro. Mais l'agence souligne aussi «la détérioration continue de la dette publique française», qui la place en mauvaise posture par rapport aux autres pays AAA, aux côtés des États-Unis et du Royaume-Uni, dont la note est également assortie d'une perspective «négative».

La perte éventuelle du «triple A» de la France serait la conséquence, selon elle, d'un dérapage budgétaire «aboutissant à un échec du gouvernement dans sa tentative de stabiliser et inverser la trajectoire de la dette». Une fragilisation ultérieure du système bancaire ou la nécessité de venir davantage en aide à des pays de la zone euro en cas d'aggravation de la crise «pourrait aussi déclencher une dégradation de la note».

Le journal de Québec